

## **Compte-rendu du CA du 27 janvier 2025 dans les locaux de Solidaires**

**Présent-e-s** : 18 (9 femmes et 9 hommes).

**Pour les organisations syndicales nationales** (6 personnes) : SNABF Solidaires (Odette Dick-Scherrer) ; Solidaires Finances Publiques (Gérard Gourguechon) ; Solidaires Sud Emploi (Suzanne Bellet) ; SUD PTT (Philippe Cornélis) ; SUD-Rail (Anne Millant, Christian Mahieux).

**Pour les Solidaires départementaux** (12 personnes) : 14 Basse-Normandie (Jean-Pierre Nunès, Odette Hervieu) ; 25 Doubs (Yveline Bahy et Geneviève Stirnemann) ; 51 Marne et Champagne-Ardenne (Patrice Perret) ; 59 Nord (Didier Delinotte) ; 75 Paris (Geneviève Mérand et Jean-Yves Lefort) ; 91 Essonne (Roland Baille et Catherine Fayet) ; 94 Val-de-Marne (Carine Delhostal, Philippe Barre).

**Excusé-e-s** : Denis Turbet-Delof (85 Vendée), Jacky Chataigner, Yves Le Lann, Marc Lerbey, Didier Arès (44 Loire-Atlantique car train supprimé).

### **Ordre du jour retenu :**

- **Activités du G9** : Compte-rendu de la réunion du G9 du vendredi 24 janvier dans les locaux de la CGT. Échanges sur les textes adoptés et sur prochaines mobilisations des personnes retraitées à l'appel du G9.
- **Derniers préparatifs pour l'AG du lendemain, mardi 28 janvier 2025** : organisation matérielle (examen de la liste des inscriptions enregistrées pour les structures nationales et pour les UDIRS dans les départements + « cavaliers nominatifs » + accueil du matin + café et viennoiseries + enregistrement des entrées + remise d'un dossier + etc.) ; coupure de midi (apéritif et repas, en fin d'après-midi, il y aura des derniers achats à faire) ; gestion de la visio ; présidence de séance ; présentation du rapport d'activité et organisation des interventions ; organisation de la discussion sur la place de l'UNIRS dans Solidaires et sur notre droit de vote dans ses instances ; organisation de la discussion sur l'évolution de la cotisation de l'UNIRS pour les structures nationales et pour les structures départementales ; organisation des débats sur la trésorerie de l'UNIRS ; présentation de la Motion d'orientation avec échanges sur les derniers amendements reçus et motion du Loiret sur les CDCA ; point sur les candidatures enregistrées pour le prochain C.A. ; organisation des échanges avec Ophélie Vildey (Secrétariat National) à l'issue de son intervention ; organisation des échanges sur les trois dossiers revendicatifs.
- **Trésorerie et lancement de la campagne des cotisations 2025.**
- **Préparation du C.A. sur deux jours des 17 et 18 mars 2025** : nombre de camarades inscrits pour les deux jours + réservation des chambres au Centre Kellermann + fixation de l'ordre du jour de ce C.A. + points à mettre à l'ordre du jour sur la partie « actualités politiques, sociales et le contexte » + actualités revendicatives avec le G9 + organisation du débat sur la dette et décision quant à la personne à inviter + autres points à retenir pour organiser un débat de fond.

## Activités du G9

**Patrice Perret** fait part d'une friction apparue dans le G9, particulièrement visible entre la CGT et FO et, dans une moindre mesure entre CGT et CGC, CFTC.

Cela a commencé avec le report de la date de la réunion du G9. Prévues pour le 13 janvier avec l'accord de toutes les organisations, accord donné lors de la réunion du 16 décembre, la CGT nous a mis devant le fait accompli en affirmant au dernier moment qu'elle ne pouvait pas se tenir car sa commission exécutive se réunissait après le 13 janvier, ce qui était difficile pour lui donner un mandat et elle donne la nouvelle date, le 24 janvier ! Plusieurs organisations ont réagi sur cette décision unilatérale et FO a annoncé son absence le 24.

Ensuite, FO a fait part d'une remontée d'un département où la CGT a réuni le G9 pour préparer l'action du 20 mars. L'UCR-CGT s'est excusée pour ce département, qui devait attendre la réunion et la décision du G9 et elle confirme la date du 20 mars. Solidaires pense normal que la CGT ait une voix plus importante que les autres du fait de son poids dans les manifestations, mais FO avait informé qu'elle ne pouvait pas être présente le 20 mars, et CGC et CFTC ont demandé le changement de date pour que FO soit présente ainsi que les 4 personnes du G9 qui siègent ce jour-là au Haut Conseil de l'Âge.

La CGT a maintenu la date, FO n'a pas signé le relevé de décisions du 24 janvier et ne sera pas dans l'action du 20 mars.

La CGT sous-entend que les frictions sur la date révèlent en fait des désaccords plus importants sur la stratégie syndicale.

### Principaux éléments de la discussion :

**Le Calvados** (Jean-Pierre Nunès) signale que la date du 7 avril, journée mondiale contre la marchandisation de la Santé, aurait pu être retenue pour la renforcer, car elle mobilise peu chaque année.

**SUD-Rail** (Anne Millant) : le G9 Lyon va pouvoir choisir comment il agit, mais le G9 Paris se voit imposer un choix de rassemblement décidé par le G9 national, et c'est souvent dans des lieux « pas possibles », où nous ne serons pas visibles, c'est une corvée d'aller dans un endroit désert, des choses dynamiques et festives deviennent inutiles. Il faut laisser la décision aux équipes locales. Dès lors que ce sera une action pour la santé, une délégation de sans-papiers a toute sa place avec la mise en cause de l'AME.

**Val-de-Marne** (Philippe Barre) : les décisions du G9 national concernent seulement Paris ou l'Ile-de-France ?

**Paris** (Geneviève Mérand) appuie les propos d'Anne Millant, l'UDIRS 75 a tiré un bilan déprimant des rassemblements, la fusion avec le national est le problème de Paris qui est un département et le lieu où sont les ministères. Nous sommes obligés de rester sur un trottoir, de se soumettre aux décisions de la CGT, alors que la plus grosse organisation devrait laisser une place aux autres. Le G9 du 75 a organisé des rassemblements à l'Hôtel de ville où il n'y a personne car la CGT l'a décidé. Notre voix doit être écoutée et prise en compte. Nous sommes à la limite, tout nous est imposé. Nous avons décidé que, dans les manifestations, Solidaires apparaîtra avec ses slogans et ses habits. Les staliniens reviennent ? Elle pense aussi qu'il faut s'intégrer au 7 avril, pour affirmer l'indispensable accès aux soins et dénoncer la marchandisation de la santé.

**Val-de-Marne** (Carine Delhostal) approuve les propos précédents sur les rassemblements qui devraient être visibles, elle propose un piquenique avec des aliments partagés.

**Essonne** (Catherine Fayet) partage le contenu de la mobilisation mais s'interroge sur le contexte de la division syndicale avec le « conclave » sur les retraites ouvert par Bayrou. Santé et Sécu sont des actions urgentes, il y a des morts dans les urgences. FO sera absente, il faut élargir, inviter les comités de défense, les collectifs hôpitaux, ... SUD Santé sociaux va probablement prendre des initiatives dans la période de discussion du budget de la santé et il y aura probablement des manifestations. L'action parisienne l'après-midi laisse la place pour des initiatives le matin dans les départements de la couronne.

**SUD-Rail** (Christian Mahieux) : les relations intersyndicales sont ce qu'elles sont ; à Solidaires, nous représentons globalement 3 % des voix et probablement moins chez les retraités, nous ne sommes pas à égalité. C'est mal, mais c'est ainsi, le plus fort s'affirme, et quand, dans un secteur, Solidaires est le plus fort, nous faisons souvent de même, mais cela n'empêche pas des initiatives spécifiques de Solidaires, l'invitation de mouvements sociaux...

**Val-de-Marne** (Philippe Barre) demande s'il y a un changement de climat dans le G9, y compris sur le débat 100 % Sécu ou Sécu intégrale.

**Nord** (Didier Delinotte) fait part de difficultés pour mobiliser sur la Santé. SUD Santé sociaux a tenté de nombreuses fois une action le 7 avril, mais elles n'ont mobilisé que quelques personnes. Il a vu une action devant les hôpitaux CHU, organisée par Victoire populaire (proche FI) ; des tentatives d'Attac de construire un collectif santé pendant quelques années n'aboutissent à rien, ... il est très inquiet sur la capacité à mobiliser sur le secteur, la prise de conscience ne se fait pas.

**SNABF Solidaires** (Odette Dick-Scherrer) s'inquiète de l'avenir des établissements à but non lucratif ; des hôpitaux risquent de disparaître.

**Gérard Gourguechon** revient sur les problèmes dans le G9. Nous avons déjà connu des périodes où ça tirait un peu, notamment lors de l'arrivée de nouveaux responsables, puis ça s'est calmé, probablement sous la pression des départements qui sont pour l'unité et sous pression des autres du G9 d'avoir un national apaisé et efficace. Ce n'est pas que la CGT qui a une attitude dominatrice. Aux impôts, il y a trente ans, le syndicat autonome était majoritaire et décidait et imposait aux autres ses décisions par son rapport de forces quand il s'agissait d'une action spécifique « impôts », mais pour une manif nationale interpro, on suivait les décisions des autres, mais on faisait ce que l'on voulait dans notre cortège.

## Préparation de l'AG

**Inscrits** : 75 dont 14 en visio, représentant 6 structures professionnelles et 25 départementales : SNABF Solidaires, Solidaires Finances Publiques, Solidaires SUD Emploi, SUD CAM, SUD PTT, SUD-Rail, 12 Aveyron, 13 Bouches-du-Rhône, 14.50.61 Basse-Normandie, 19 Corrèze, 21 Côte d'Or, 22 Côtes d'Armor, 25 Doubs, 28 Eure-et-Loir, 29 Finistère, 32 Gers, 35 Ille-et-Vilaine, 44 Loire-Atlantique, 45 Loiret, 51 Champagne-Ardenne, 54 Meurthe-et-Moselle, 59 Nord, 62 Pas-de-Calais, 63 Puy-de-Dôme, 74 Haute-Savoie, 75 Paris, 76 Haute-Normandie, 78 Yvelines, 80 Somme, 91 Essonne, 94 Val-de-Marne.

**Ouverture des locaux** à la Grange aux Belles à 8 h, nous installons la grande salle à 8 h 15. La visio est installée par Paris, elle impose que les prises de parole s'effectuent de la tribune (ce qui nécessite un passage pour se déplacer).

**Val-de-Marne** (Philippe Barre) demande si des femmes sont au G9 national.

**Patrice Perret complète la synthèse** déjà commencée de fait par Christian Mahieux et Gérard Gourguechon :

- Le 7 avril a déjà été abordé par le G9 national, qui a décidé d'en faire une étape de mobilisation sur la santé, il faudra le concrétiser lors de la prochaine réunion du 18 février.
- Les staliniens de retour ? Christian et Gérard ont expliqué les rapports de forces entre organisations. Le G9 s'en sort toujours car toutes les organisations savent qu'il faut l'unité pour gagner.
- L'autonomie de l'UDIRS 75 : le département Paris subit les décisions du G9 national, mais est libre d'organiser son cortège comme il veut, y compris, comme suggéré par Anne, de faire intervenir à notre son une délégation de sans-papiers qui a toute sa place dans une mobilisation santé avec la remise en cause de l'AME.
- La difficulté de mobiliser sur la santé est réelle. C'est pourquoi les retraité·es, plus sensibles à ce sujet, s'organisent à part pour mobiliser, tout en souhaitant des mobilisations interpro plus larges.
- Oui, il y a beaucoup de responsables femmes dans le G9, l'exception est FO et Solidaires.

**Accueil** : café et 2 viennoiseries par personne.

**Présidence de séance** : Carine et Geneviève pour l'ensemble de la journée.

**Rapport d'activité** : Gérard et Patrice présentent en 10 minutes maximum à deux, une personne par structure intervient sur le rapport et, éventuellement, sur ce qu'elles font ... en trois minutes (si toutes interviennent, cela prendrait 1 h 30).

**Place de l'UNIRS dans Solidaires et le droit de vote** : Patrice

Philippe Barre fait remarquer que Solidaires Val-de-Marne n'existe que par la présence des retraité·es, qui tiennent à bouts de bras la grève des sans-papiers.

**Évolution de la cotisation de l'UNIRS** pour les structures nationales et pour les structures départementales : Patrice + Carine. C'est en lien avec la cotisation à payer à Solidaires au titre des adhérent·es direct·es, dont ne veut pas Solidaires pour le moment (mais un débat est prévu au CN Solidaires sur la prise en compte de tous les isolé·es et de leur cotisation à Solidaires). L'argent récolté et non versé à Solidaires sera provisoirement mis en réserve.

Exceptionnellement, il a permis cette année d'envoyer un don à Mayotte.

Le Calvados insiste pour une pétition des isolé·es envoyée au SN.

**Trésorerie de l'UNIRS** : Carine

**Pause déjeuner** avec apéritif, vin, amuses gueules, jus de fruits, eau, ... : achats en fin d'après-midi, à la fin du C.A.

**Motion d'orientation** : Gérard, qui a intégré la plupart des propositions, a envoyé avant le CA un document reprenant les nouveaux amendements de différentes structures. Les amendements sont discutés un par un et le CA décide de leur sort. Un amendement sur la Palestine, où la situation évolue chaque jour, fait dire que la motion d'orientation doit rester généraliste, ce qui laisse place à d'éventuelles motions d'actualités complémentaires sur des sujets précis.

Au fur-et-à-mesure des discussions et des intégrations d'amendements, nous prenons conscience que les délégations auront du mal à s'y reconnaître dans le dernier texte qui sera remis demain. Le Calvados rappelle qu'une date butoir a été fixée, il faudrait qu'elle soit respectée. Faut-il accepter des amendements (dont certains sont pertinents) jusqu'au dernier moment ?

Gérard met à jour la dernière version en mettant dans la même couleur toutes les modifications de ce CA, et l'imprime pour la remettre à l'entrée.

#### Les 24 candidatures au CA :

Structure	Nom et Prénom	Adresse Internet
Solidaires Finances Publiques	GOURGUECHON Gérard	gerard.gourguechon@solidaires.org
Solidaires SUD Emploi	BELLET Suzanne	
SUD PTT	CORNÉLIS PHILIPPE	cornelisphilippe@orange.fr
SUD-Rail	MAHIEUX Christian	mahieux@solidaires.org
SUD-Rail	MILLANT Anne	anne.millant@gmail.com
14.50.61 Basse-Normandie	HERVIEU Odile	fam.hervieu@laposte.net
14.50.61 Basse-Normandie	NUNES Jean-Pierre	
25 Doubs	BAHY Yveline	yveline.bahy@orange.fr
25 Doubs	STIRNEMANN Geneviève	stirnemann.genevieve@gmail.com
44 Loire-Atlantique	CHATAIGNER Jacky	chataigner.jacky23@gmail.com
44 Loire-Atlantique	LE LANN Yves	lelann.yves@wanadoo.fr
44 Loire-Atlantique	LERBEY Marc	marc.lerbey@hotmail.fr
51 Champagne-Ardenne	PERRET Patrice	patrice.perret@solidaires.org
59 Nord	BÉAREZ Michèle	bearez.michele@orange.fr
59 Nord	DELCROIX André	andredelcroix@orange.fr
59 Nord	DELINOTTE Didier	didier.delinotte@wanadoo.fr
75 Paris	LEFORT Jean-Yves	jeanyveslefort@gmail.com
75 Paris	MÉRAND Geneviève	genevieve.merand@outlook.com
91 Essonne	BAILLE Roland	ronceveau54@gmail.com
91 Essonne	FAYET Catherine	fayet.catherine@free.fr
94 Val-de-Marne	SCHERRER Odette	odette.dick@orange.fr
94 Val-de-Marne	BARRE Philippe	phbarre94@free.fr
94 Val-de-Marne	DELHOSTAL Carine	carinedelhostal@gmail.com
94 Val-de-Marne	MARZIANI Jean-Louis	jlmarziani@orange.fr

**Les deux dossiers revendicatifs** (dont les quelques propositions d'amendements) :

Anne présentera brièvement les textes et présentera les amendements.

**Le manifeste sur le droit à mourir** a été discuté dans les départements, où les réactions ont été parfois vives. Le Calvados conçoit que c'est un thème difficile à aborder. Des termes comme euthanasie heurtent certaines personnes. Le Calvados présentera succinctement le texte et le débat aura lieu, ce qui est l'objectif.

### **Préparation du CA sur deux jours**

Carine fait le point des inscrit·es et des demandes de chambre.

Quel thème retenir pour une réflexion ? Il est évoqué « De quoi Trump et Musk sont-ils la conséquence avec la montée des gouvernements illibéraux et l'internationale de l'extrême-droite ? »

et « Mercosur, libre échange et l'agriculture ? » ainsi que les attaques généralisées contre les associations et instances sur l'environnement (avec une intervention de la confédération paysanne), la Sécurité sociale alimentaire, le contenu du 100 % Santé, les violences et crimes sexistes envers les séniors et les « suicides forcés ».

Le G9 sera abordé.

Le débat sur la dette, dans la suite du dossier réalisé, pourrait être introduit par Patrick Saurin (Gérard Gourguechon le contacte).

Réflexions sur notre développement, notre « démocratie » interne, notamment lors des AG, sur laquelle le Val-de-Marne a quelques idées.

**Commissaires aux Comptes** : à l'issue de la réunion du C.A., Carine Delhostal confie les comptes 2024 pour qu'ils soient examinés par les deux commissaires aux comptes (Jean-Yves Lefort et Odette Dick-Scherrer) avant l'AG de demain.